

AUTOPRODUCTION ACCOMPAGNÉE, INNOVATION SOCIALE ET SOCIÉTALE

L'autoproduction accompagnée fait partie de l'économie non monétaire qui est étrangère à ce qu'il est convenu d'appeler la science économique. En effet celle-ci ne s'intéresse pour ainsi dire qu'à l'économie monétaire marchande et non marchande. Le PIB (produit intérieur brut) mesure les richesses monétaires produites dans un pays au cours d'une année, il indique le volume des revenus et du pouvoir d'achat. Depuis les débuts de la révolution industrielle, l'économie monétaire a joué un rôle hégémonique réduisant progressivement la part d'autoproduction qui était déterminante dans une société rurale traditionnelle. Mais cette suprématie de l'économie monétaire s'explique surtout parce que toutes sortes de progrès ont été associées à son expansion. Le livre de Jean Fourastié paru en 1949 et intitulé « Le grand espoir du XXème siècle » est emblématique à cet égard. L'augmentation de la productivité du travail grâce aux évolutions des techniques et à la division du travail a permis de produire plus de richesses, d'augmenter le niveau de vie, de consacrer aussi davantage de moyens à l'éducation et à la santé. L'économie non monétaire, et notamment l'autoproduction dans l'économie domestique, ont continué dans les sociétés industrielles à jouer un rôle important mais la dynamique de la société se jouait ailleurs. Cette économie domestique restait en quelque sorte invisible dans les représentations, et pourtant quand on a cherché à estimer de combien il faudrait augmenter le PIB si l'on en tenait compte, on oscille selon les conventions de calcul entre 35 et 75% du PIB (Fouquet, 2001, p. 99-127).

En attirant l'attention sur l'économie non monétaire, l'article se situe dans la lignée de Karl Polanyi. Louis Dumont dans sa préface à l'édition française de « La grande transformation » souligne que l'apport de Polanyi au progrès de la connaissance est un apport négatif en ce sens qu'il nous apprend que nous étions dans l'erreur en ayant une conception linéaire du progrès. Et Louis Dumont ajoute : « Je dis progrès de la « connaissance », car ce qu'on appelle encore « science sociale » est si différent des sciences exactes que le terme de science prête à confusion » (Polanyi 1983, p.VIII). Souligner l'intérêt de l'économie non monétaire et de l'autoproduction, c'est améliorer la connaissance d'une réalité occultée, c'est participer à une approche de l'économie qui la relie à la sociologie, à l'anthropologie, à l'analyse des institutions, loin des prétentions « scientifiques » d'une économie formelle, de plus en plus sophistiquée, c'est refuser une conception linéaire du progrès de la « science » économique en opérant un retournement de perspective.

Ce qui suit cherche à donner de la consistance à l'autoproduction accompagnée, à montrer comment elle se situe par rapport à d'autres formes de remise en cause de l'économisme et pourquoi il s'agit d'une innovation sociétale, car elle contribue à répondre à certains grands défis de nos sociétés modernes : l'exploitation excessive de notre environnement naturel, la perte des savoir-être et savoir-faire à la base de toute éducation.

L'autoproduction accompagnée peut aider à remédier à une marchandisation excessive et attire l'attention sur la pluralité des déterminants du bien-être. En refusant de se limiter au niveau de vie, on change de paradigme. Mais il ne suffit pas de souligner les diverses bonnes raisons de favoriser le développement de l'autoproduction accompagnée, encore faut-il analyser les obstacles à surmonter pour son développement, les forces sociales sur lesquelles s'appuyer, les incitations qui commencent à venir des pouvoirs publics pour que l'autoproduction concerne des publics très larges.

Trois étapes dans la remise en cause de l'économisme.

Dans la perspective économiciste, qui mesure la performance de nos sociétés à travers la création de richesses monétaires et le montant du PIB, l'économie non monétaire constitue une réserve pour la croissance du PIB et la création d'emplois (Gaspard, 1988): si les parents font davantage appel à des salariés pour s'occuper de leurs enfants, si les ménages font plus rarement la cuisine eux-mêmes etc. voilà qui entraînera création d'emplois et croissance du PIB. Est-ce favorable ou non à la qualité de la vie ? Cette question n'a aucune pertinence pour les raisonnements économiques les plus courants qui ont leur propre rationalité autonome : plus c'est mieux. Jamais les économistes n'ont prétendu que le PIB était une mesure du bien-être, ils se sont contentés de faire comme si, en accord avec l'idéologie économique (Dumont, 1977, p.16) la plus courante dans la société.

L'intérêt que nous portons à l'autoproduction accompagnée et à son développement se fonde sur une remise en cause de l'économisme. Nous proposons un retournement de perspective en proposant de nouveaux rapports entre économie monétaire et non monétaire, de nouvelles relations entre ce qui est habituellement considéré comme économique et non - économique.

Dans le refus de l'autonomie de l'économie et dans la remise en cause de l'économisme, nous proposons de distinguer trois niveaux. Un premier niveau est celui du refus du libéralisme économique qui voudrait que la recherche par chacun de son intérêt soit le meilleur garant du bien-être de tous, et que l'Etat n'ait pas à intervenir sinon pour fixer les règles d'exercice de la concurrence entre tous. Le libéralisme considère que les mécanismes du marché suffisent à assurer les meilleurs équilibres possibles. Ce premier niveau de refus de l'économisme ne remet pas en cause l'idéologie économique, qui considère que la recherche de l'augmentation du PIB la plus rapide possible est l'objectif essentiel dont résulterait toutes sortes de bienfaits. Par contre, il va plaider pour lutter contre trop d'inégalités, pour une meilleure répartition des richesses entre le capital et le travail, pour des services publics qui échappent aux régulations par les marchés, pour une meilleure régulation de la sphère financière etc. Le titre du mensuel économique à fort tirage « Alternatives économiques » caractérise bien cette volonté de montrer que diverses politiques économiques sont possibles. Mais, nous dit l'économiste Jean Gadrey, la croissance était considérée comme le remède magique à toutes les inégalités et injustices et il ajoute : « nous tenions tous de tels raisonnements...il y a quelques années » (Gadrey, 2010, p.146,). Signalons cependant qu'il y avait quand même quelques avis discordants. (Perret, Roustang, 1993),

Un deuxième niveau de remise en cause de l'économisme vient de la conviction maintenant largement partagée qu'il n'est plus possible de faire comme si les ressources naturelles étaient illimitées. L'économie était censée s'intéresser aux ressources rares que sont le capital et le travail mais pas aux ressources naturelles (Passet, 1979). Il y a maintenant une prise de conscience progressive : l'environnement naturel ne pourra pas supporter une croissance économique indéfinie qui entraîne réchauffement climatique, atteinte à la

biodiversité, épuisement des ressources naturelles non renouvelables, sans laisser le temps aux ressources renouvelables de se régénérer. L'évolution de Denis Clerc, fondateur d'Alternatives Economiques, est caractéristique et significative de cette deuxième étape dans la remise en cause de l'économisme et de la croissance du PIB comme indicateur privilégié. Avec lucidité, dans le numéro du trentième anniversaire du mensuel (1980-2010), il souligne les ambiguïtés qui ont été les leurs : d'un côté les questions environnementales ont toujours été au cœur des problèmes traités (critique des gaspillages, de la pollution, souci de la maîtrise de l'énergie...) mais « d'un autre côté, la liste des articles critiquant telle ou telle mesure au motif qu'elle ne favorisait pas la croissance, le pouvoir d'achat et l'emploi est infiniment plus longue ». Il poursuit : « il nous faut cesser d'être chauve-souris, mammifères à certains moments, mais animaux volants quand cela nous arrange...Il s'agit...de parvenir à articuler écologie et économie parce qu'on ne peut, sans catastrophe, sacrifier l'une à l'autre ». C'est toute la société mondiale qui doit relever ce défi, « il faut rechercher des réponses acceptables à tous les niveaux : local, national, européen, globale ».

Force est donc de plaider pour une raison écologique (Perret, 2011) qui progressivement remplacerait la rationalité économique aujourd'hui dans l'impasse. Raison écologique qui orienterait nos comportements et qui serait privilégiée par toutes les institutions. Il faut donc se demander comment fixer collectivement des objectifs autres que ceux de la croissance économique. Et Bernard Perret reconnaît volontiers que poser le problème de cette manière oblige à quitter le terrain de l'économie politique pour « repenser la cohérence de nos raisons d'agir » sans pouvoir éviter les questions éthiques.

On passe ainsi insensiblement au troisième niveau de remise en question de l'économisme qui, non content de souligner les contraintes écologiques, pose la question politique ou éthique des finalités sociétales, des besoins que doit satisfaire un système de production. On aurait tort de considérer que l'on glisse par là - même dans des considérations philosophiques ou spirituelles qui sont de l'ordre privé. La déclaration du millénaire adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2000, suivie de l'adoption de huit objectifs (réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, préserver l'environnement etc.) exprime clairement un consensus universel sur les impératifs moraux qui devraient s'imposer à l'organisation des systèmes productifs. Excellente occasion de souligner le lien avec notre sujet, le développement de l'autoproduction en France. En effet, pour atteindre le premier objectif de la déclaration du millénaire, c'est-à-dire la réduction de la faim dans le monde, il devient de plus en plus évident qu'il faudrait en tout premier lieu favoriser l'agriculture vivrière et l'autoproduction alimentaire. Parmi les 900 millions de personnes qui souffrent de la faim, une très forte proportion sont de petits paysans. Pour améliorer leur situation, il ne s'agit plus de compter sur leur intégration dans l'économie mondiale en favorisant outrageusement les cultures d'exportation et les importations venant de l'agriculture industrielle des pays développés. Il ne s'agit plus d'appliquer les recettes de la révolution verte, lancée dans les années 1960 avec les mêmes recettes appliquées partout, c'est-à-dire apports d'engrais chimiques et variétés améliorées, il s'agit de s'adapter à chaque région, de faire du sur mesure tenant compte des particularités du climat, des sols, des plantes et...des hommes. La lutte contre la faim dans le monde passe prioritairement maintenant par le développement de l'agro-écologie qui accompagne les petits paysans en les conseillant et en les aidant à augmenter leur production

L'autoproduction accompagnée un élément d'innovation sociétale.

L'autoproduction est synonyme d'autoconsommation, et si nous choisissons de parler d'autoproduction c'est pour insister sur le fait qu'il y a bien là production de richesse économique. L'autoproduction c'est tout ce qu'une personne ou un ménage produit pour lui-même et qu'il pourrait acheter à l'extérieur. Préparer un repas au lieu d'aller au restaurant, produire des légumes dans son jardin au lieu d'aller les acheter au marché, réparer son logement au lieu de faire appel à un homme de l'art, garder ses enfants au lieu de faire appel à une assistante maternelle, etc.

Un domaine de recherche « scientifique » est en grande partie laissé en friche, celui qui consisterait à étudier selon les époques, selon les espaces géographiques, selon les classes sociales ou les niveaux de revenu, comment évoluent les relations entre économie monétaire et non monétaire. Bien sûr, on sait que la tendance depuis la révolution industrielle est à une réduction de ce que l'on autoproduisait dans le cadre d'une société rurale, avec une forte proportion de la main d'œuvre dans l'agriculture. Mais les évolutions sont complexes et l'équipement d'un ménage lui permet aujourd'hui de produire des services qu'il n'est plus obligé d'aller se procurer à l'extérieur, ne serait-ce que dans le domaine des loisirs (Gershuny, 1974 et 2000). Le Programme autoproduction et développement social (PADES www.padesautoproduction.net) créé il y a une quinzaine d'années s'intéresse prioritairement à l'autoproduction accompagnée ; il a pour objectif de favoriser le faire soi-même de personnes défavorisées. Pour l'instant, les domaines privilégiés sont les jardins d'autoproduction, l'autoréhabilitation des logements et les ateliers cuisine. L'autoréhabilitation des logements consiste à apporter aux familles un conseil technique pour leur permettre de réaliser des travaux dans leur propre logement. Un animateur technique peut accompagner une quinzaine de familles par an. Avec un atelier cuisine, il est proposé à un petit groupe de personnes de se réunir périodiquement dans un local équipé d'un matériel de base pour préparer ensemble un repas. Cela permet de parler de la meilleure façon d'acheter, de l'importance d'un bon équilibre nutritionnel etc.

Le PADES œuvre pour que le développement de l'autoproduction devienne un objectif des politiques publiques, surtout en direction des populations les plus fragiles. Ce choix de cibler plutôt les populations modestes est une réponse au paradoxe suivant. On constate que ce sont ceux qui auraient le plus besoin de recourir à l'autoproduction pour améliorer leur niveau de vie, qui ont le plus de mal à y accéder, faute de terrains pour jardiner, faute de connaissances, faute de confiance en soi parfois, faute de moyens pour acheter les quelques matériaux nécessaires. Les classes moyennes ou aisées ont le plus souvent davantage de possibilités d'autoproduire si elles en ont envie. L'autoproduction accompagnée est donc un des moyens de lutter contre les inégalités et contre l'exclusion. Cependant lorsqu'on réussit à créer un jardin dans un quartier, les parcelles sont proposées à tous les habitants du voisinage, quelle que soit leur situation sociale, pour favoriser la mixité sociale et éviter que cela devienne le « jardin des pauvres ». Dans le meilleur des cas, un jardin peut contribuer à modifier l'image d'un quartier et par là - même à réduire la tendance de ceux qui le peuvent à le fuir. Autre façon de favoriser la mixité sociale et d'éviter la ghettoïsation.

Le plus souvent, le PADES n'est pas opérateur, il analyse des réalisations originales et innovantes, leurs conditions de réussite ou les risques d'échec. Il cherche à les promouvoir, il propose des méthodologies qui évitent de reproduire toujours les mêmes erreurs et il rédige des guides à l'intention des porteurs de projet et des opérateurs. Il propose des assistances à maîtrise d'ouvrage.

La contribution de l'autoproduction accompagnée au développement durable.

Favoriser l'autoproduction est un levier pour faire évoluer notre système productif dans le sens du développement durable. L'autoprodacteur étant forcément autoconsommateur, on ne peut envisager de circuit plus court, favorisant des modes de consommation écologiquement et socialement responsables.

Les jardins familiaux permettent de maintenir des trames vertes en milieu urbain et de valoriser des zones humides. Ils sont un des aspects du développement de l'agriculture urbaine. Ce sont des lieux où se maintiennent, se transmettent et s'expérimentent la culture de variétés éliminées par le maraîchage industriel et l'industrialisation de la filière agro-alimentaire. Ce sont des lieux où l'on fait l'apprentissage du respect de certains équilibres naturels, de l'économie de l'eau, en évitant les produits phytosanitaires. Le compostage permet de réduire d'un tiers les déchets en recueillant ceux qui sont fermentescibles pour enrichir les jardins. Les ateliers cuisine invitent à diversifier la consommation de nourriture et à limiter les consommations carnées. Les jardins familiaux de développement social et les ateliers cuisine favorisent l'apprentissage de la consommation des légumes produits localement.

L'autoréhabilitation accompagnée est un moyen de lutter contre la précarité énergétique, en améliorant la performance énergétique des logements et en réduisant les surconsommations imposées par le fait d'occuper une « passoire à calories ». C'est aussi un moyen de maintenir en état d'usage une partie du patrimoine bâti. Ce faisant on atténue la demande en logements neufs, dont la production est très coûteuse en énergie.

Le Conseil d'Etat dans son rapport « Droit du logement, droit au logement » cite les travaux du PADES et prône la généralisation de l'autoréhabilitation accompagnée en partant d'un argument économique. « Eu égard à la valeur du parc des logements (5 900 Mds €), le moindre gain sur sa longévité du fait d'un meilleur entretien représente un enjeu considérable pour les finances publiques mais que l'État n'intègre guère... ». Le Conseil d'État souligne que l'autoréhabilitation est une formule peu coûteuse pour la collectivité qui permet précisément de lutter contre la dégradation prématurée des parcs de logement « en s'appuyant sur la mobilisation gratuite de l'activité des habitants et sur un encadrement associatif ; en consolidant la sphère privée et des rapports de civilité autour du ménage ». Dans bien des cas on détruit et reconstruit des immeubles dégradés, pour le plus grand bénéfice des industries du bâtiment, faute d'avoir prêté attention à la gestion urbaine de proximité (Bonnetti, 2007).

Aspects éducatifs et anthropologiques de l'APA.

Les évaluations réalisées par le PADES mettent en valeur les aspects éducatifs et anthropologiques de l'autoproduction accompagnée, surtout dans la mesure où elles reposent sur la participation des habitants. Quand on crée un jardin de développement social, il n'est pas question d'en faire un simple outil technique conçu par des spécialistes. Il s'agit bien au contraire de favoriser les initiatives, de permettre aux habitants de prendre la parole, d'élaborer en commun le projet, de fixer ensemble les objectifs et les règles qu'ils se donnent. C'est une école de civilité. Une fois le jardin créé, il s'agit d'en faire un lieu de création permanente, d'où le nom de jardin familial de développement social. Le jardin peut-être un lieu d'apprentissage de nouvelles façons de cultiver, d'échanger des savoir-faire entre habitants d'origines différentes. Les diverses communautés, qui se côtoient sur des jardins familiaux pour exercer au vu de tous une même activité productive, y apprennent à vivre ensemble : le jardin est un bon outil d'intégration et de reconnaissance mutuelle. Il est essentiel de maintenir le jardin ouvert aux écoles, à l'environnement social. Par exemple, une fête annuelle des jardins est l'occasion d'un brassage de population de différents quartiers.

Support de lutte contre la malnutrition, les jardins familiaux de développement social sont aussi des lieux de transmission intergénérationnelle de savoir-faire pratiques. C'est aussi un moyen de conforter les solidarités familiales et de voisinage à travers des dons et des échanges.

L'autoréhabilitation du logement permet à des personnes de prendre confiance en elles-mêmes, de faire des travaux qu'elles ne se croyaient pas capables de faire. Quand on visite un logement réhabilité, les personnes sont fières de montrer ce qu'elles ont réalisé. Bien des familles n'ont plus honte d'ouvrir leur porte à leurs proches, à leurs voisins, aux copains des enfants.

Dans tous les cas les actions d'autoproduction accompagnée favorisent l'apprentissage de savoir-faire, de savoir produire et de savoir consommer qui contribuent à un mode de vie plus autonome. Ces actions non seulement permettent de sortir d'un consumérisme passif mais elles sont aussi un support de participation à la vie sociale et aux échanges locaux.

L'autoproduction accompagnée levier de changement.

Les difficultés rencontrées par l'économie mondiale ne sont pas le fait d'une simple crise économique, qui pourrait être résolue par quelques rééquilibrages ou quelques aménagements permettant au système antérieur de reprendre sa marche en avant. Il s'agit plutôt d'un changement d'ère sans que personne ne puisse prévoir l'avenir. Dans ces conditions, les véritables innovations ne sont peut-être pas à rechercher principalement dans le prolongement des critères de réussite antérieurs (technologies encore plus performantes, conquête de nouveaux marchés, meilleure compétitivité...) mais plutôt dans de nouveaux paradigmes qui vont interroger la signification du progrès, de la croissance, de la marchandisation. C'est dans cet esprit que nous pouvons peut-être parler d'innovation sociétale à propos du développement de l'autoproduction qui nous paraît souhaitable.

Alors que l'idéologie économiciste et techniciste entraîne une dévalorisation et une sous-estimation de l'intérêt de l'autoproduction du point de vue anthropologique, culturel, social, économique, favoriser l'autoproduction accompagnée c'est encourager une stratégie de démarchandisation : « En matière d'alimentation (jardins familiaux) et de logement (autoréhabilitation accompagnée), le recours à l'autoproduction offre des possibilités encore largement ignorées. Du point de vue écologique, son intérêt est de développer des réflexes de parcimonie, d'autosuffisance, de recherche de durabilité et d'entretien, en rupture avec le réflexe pavlovien qui consiste à répondre à un besoin par la production d'un bien ou la fourniture d'une prestation » (B.Perret, 2011, p.223).

Quelques éléments d'un changement de paradigme.

Notre système productif et social privilégie actuellement le niveau de vie, c'est-à-dire la consommation, alors qu'il conviendrait de recouvrer la pluralité des déterminants du bien être comme le souhaitait, au printemps 2011, un appel à proposition de recherche du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du Logement, qui était intitulé : « Quel accompagnement au changement pour des modes de vie et de consommation durable ? ». Il convient de reconnaître que le bien-être dépend autant du faire que de l'avoir : faire et en faisant se faire (Roustang 2002, p.51) Véronique Fayet, élue aux affaires sociales de Bordeaux déclarait : « L'enjeu d'une vraie politique de développement social est d'inventer des projets, des actions qui permettent aux bénéficiaires de devenir acteurs et créateurs...Dans cette perspective, l'autoproduction sous toutes ses formes offre des perspectives immenses et à ce jour sous-utilisées » Au lieu de considérer le travail

essentiellement comme un coût, dont l'efficacité se mesure à sa productivité, il convient de souligner que c'est une activité qui doit permettre dans toute la mesure du possible à tout un chacun de s'épanouir, de se sentir utile, de prendre plaisir à progresser et à collaborer avec d'autres. Ce serait bien là un changement de paradigme intégrant le niveau de vie et de consommation dans une problématique plus large, celle du mode de vie. Le développement de l'autoproduction accompagnée est une contribution au changement souhaitable dans la façon de traiter le travail et les activités dans nos sociétés industrielles. Devant l'impossibilité de poursuivre sur la lancée antérieure qui donnait à penser que l'augmentation indéfinie de la production et de la consommation, telles que nous les concevons et les mesurons, allait finir par apporter le bien-être à tous, l'autoproduction contribue à une autre orientation (Cérézuelle, Roustang 2010).

Dans la mesure où les ressources financières mobilisables par l'action publique ne sont pas indéfiniment extensibles, le temps et le potentiel d'action des personnes prêtes à s'investir dans des projets qui les concernent représentent d'immenses ressources non mobilisées jusqu'à présent. Le caractère très enraciné de ces actions dans un territoire permet, malgré les contingences financières et budgétaires, de répondre plus et mieux aux besoins qui s'expriment, en apportant une plus-value économique et en renforçant les liens sociaux.

Jardiner au cœur de la ville et lutter contre l'insécurité alimentaire.

L'exemple de Detroit, ville sinistrée de l'industrie automobile américaine, qui connaît un taux de chômage très supérieur à la moyenne des Etats-Unis, a connu un développement considérable des jardins et fermes communautaires : de 80 en 2003 on est passé à 1300 à la fin de la décennie. Dans une ville délaissée par les chaînes de supermarché, et où de nombreuses familles ne mangent pas tous les jours à leur faim, l'initiative des jardins communautaires est bienvenue. Aujourd'hui on peut considérer Detroit comme l'avant-garde de l'agriculture en milieu urbain, agriculture dont certains pensent que du fait de la raréfaction du pétrole, et de l'augmentation de son prix, ce sera le seul moyen de parvenir à un mode de vie durable dans les grandes villes. Il semble qu'aux Etats-Unis cette vague de créations de jardins traverse tout le pays. Le mouvement *Slow Food*, qui prône la consommation de produits de terroir et de saison, rêve de transformer non seulement les friches industrielles, mais aussi les cours de récréation de tous les États américains en « paysages fertiles ». L'administration Obama encourage ce mouvement en faveur de l'agriculture urbaine et a prévu dans le plan de relance de l'économie d'y consacrer des moyens. Mais Detroit et les Etats-Unis ne sont que des exemples d'un nouvel intérêt porté à l'agriculture urbaine partout dans le monde¹. Il s'agit là d'une innovation de taille qui est antinomique du modèle de l'agriculture industrielle.

Il est possible de rendre plus efficace les dépenses publiques grâce à la participation citoyenne.

Dans bien des domaines, on pourrait réduire les dépenses publiques en faisant de la prévention et en intervenant en amont. L'obésité par exemple devient une plaie qui entraîne des dépenses croissantes de santé publique. Les industries agricoles et alimentaires en sont partiellement responsables en résistant, grâce à leur lobbying, à un certain nombre de mesures souhaitables pour réduire la consommation de produits trop gras, trop salés et trop sucrés. La politique du logement est un autre exemple. Des dépenses considérables ont été engagées dans la rénovation urbaine, mais faute d'une gestion urbaine qui associe les habitants, des

¹ Rapport du PADES « Jardins et alimentation en Ile de France » décembre 2010, IIIème partie : Expériences de jardins urbains dans le monde.

cités à peine réhabilités connaissent les mêmes dégradations qu'auparavant avec l'engrenage des tensions sociales, du vandalisme et de la délinquance. Le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU ainsi que le Conseil Général des Ponts et Chaussées ont mis en garde contre les risques d'échec qui proviennent d'un souci trop exclusif pour des opérations physiques sur le bâti, dont se satisfont les entreprises, en négligeant le volet social. On commet les mêmes erreurs extrêmement coûteuses du passé. Pourtant la preuve est faite qu'il est possible de rompre le cercle vicieux par des politiques appropriées de gestion urbaine. Dans bien des cas, on aurait pu éviter de détruire et de reconstruire à tout va. Pour ne prendre que le cas de l'autoréhabilitation accompagnée, on a pu vérifier qu'une démarche d'amélioration du logement qui vise à mettre les ménages occupants au cœur de l'action a des effets patrimoniaux durables, comme le soulignait le Conseil d'Etat dans le rapport cité plus haut. Le fait de donner à des habitants la possibilité de définir un projet d'amélioration et de réaliser eux-mêmes tout ou partie des travaux a des effets techniques et sociaux très intéressants. Des évaluations réalisées auprès des familles ayant réhabilité leur logement ont montré les économies qui pouvaient en résulter notamment du point de vue des politiques de la famille et de l'enfance, des dépenses sanitaires, de la préservation du patrimoine immobilier, des politiques d'insertion et de cohésion sociale. Il serait rationnel d'un point de vue strictement économique de transférer une petite partie des sommes consacrées aux investissements dans le bâti vers l'autoréhabilitation accompagnée.

Les obstacles que rencontre l'autoproduction accompagnée au fur et à mesure de son développement.

Vouloir faire du développement de l'autoproduction accompagnée un outil des politiques publiques, c'est comme si l'on envoyait un pavé dans la marre qui produit des cercles concentriques de plus en plus grands. Au fur et à mesure des projets de généralisation et d'extension, on rencontre des difficultés et on découvre les changements à opérer pour que l'environnement social et institutionnel tolère et accepte ce corps étranger. Retracer les différentes étapes qui ont été suivies pour la diffusion de l'APA, c'est en même temps repérer à chaque fois les obstacles à surmonter et les résistances du système à accepter cette innovation sociétale.

Il y a une quinzaine d'années, nous n'étions pas du tout pris au sérieux quand nous recherchions des moyens pour repérer des réalisations intéressantes dans le domaine de l'autoproduction. C'était un thème qui ne faisait pas sens et nous passions pour des personnes un peu dérangées. Comme par hasard, ce sont des femmes qui dans un certain nombre d'administrations ont permis de commencer les études. Sans doute étaient-elles plus attentives à cette face cachée de l'économie où elles jouent un rôle essentiel.

Quand Daniel Cérézuelle et ses collègues ont cherché à repérer en Aquitaine les jardins d'autoproduction, les travailleurs sociaux, pas plus que d'autres, n'ont été à même d'aider à repérer ce qui existait (D.Cérézuelle et alii, 1990) Ils ne voyaient pas, car ils étaient préoccupés à rechercher des solutions pour les personnes dans le besoin dans deux directions : l'assistance, notamment financière, et l'insertion professionnelle avec souvent des projets de formation. Les autres modes d'action pour lutter contre la précarité n'étaient pas envisagés. L'autoproduction ne leur venait pas à l'esprit. Tout un effort a donc été nécessaire pour attirer l'attention sur une réalité occultée et pour montrer que certaines personnes avaient recours à l'autoproduction pour « s'en sortir » ou par plaisir. Il s'agissait donc de montrer que l'autoproduction existe bien et que certaines personnes y recourent spontanément (D.Cérézuelle, 1991).

Une autre phase a consisté à évaluer et à montrer la diversité des effets bénéfiques des jardins familiaux de développement social et de l'autoréhabilitation accompagnée des

logements afin d'encourager leur développement : pour les jardins, amélioration de la qualité et de la diversité de l'alimentation, initiation des enfants à la valeur travail, apprentissage de la civilité etc. Ces évaluations ont permis dans le même temps de préciser à quelles conditions ces réalisations pouvaient porter tous leurs fruits, autrement dit, il a fallu rédiger des guides en direction des futurs porteurs de projet pour leur permettre de profiter de l'expérience des réalisations antérieures et éviter de trop tâtonner ou de répéter toujours les mêmes erreurs.

Le PADES aurait pu en rester là et considérer qu'il devait se cantonner au travail qui revient habituellement à des chercheurs : observer ce qui existe et évaluer. Cela n'a pas été le cas. Il partageait le point de vue de Charles Péguy qui écrit : « la séparation scolaire...entre l'ordre de la connaissance et l'ordre de l'action n'est pas valable. L'homme d'action...est aussi le seul qui réellement connaisse. Et, au contraire...l'homme de connaissance...de pure et simple connaissance, s'il n'est aucunement homme d'action, est...condamné à n'être aucunement un homme de connaissance »². En effet le chercheur qui s'engage dans l'action va être obligé de mesurer la résistance à ses « bonnes idées » ; il va se heurter au poids des choses, aux mentalités, aux fonctionnements institutionnels et aux réglementations, qui s'opposent au changement social. Il va entrer dans une connaissance beaucoup plus approfondie de la réalité sociale.

Le PADES ne se contente donc pas de faire une critique idéologique de l'économisme ou d'énoncer de bonnes idées. Il confronte ses bonnes intentions à la réalité pour valider ou invalider les préconisations qu'il a pu faire et pour mettre ses analyses à l'épreuve. La volonté de ne pas en rester à des exemples intéressants mais non reproductibles, parce que reposant par exemple sur le charisme exceptionnel d'un créateur, oblige alors à analyser les conditions d'une généralisation. Une nouvelle étape a amené à prouver qu'une multiplication des réalisations était possible. Lorsque l'élue chargée des affaires sociales à Bordeaux qui était convaincue de l'intérêt des jardins familiaux de développement social, a entendu parler de services d'autoréhabilitation accompagnée des logements, elle a souhaité créer un tel service dans sa ville. Elle a réussi à persuader trois autres villes de se lancer dans une expérimentation, qui a duré trois ans. Cela a permis de préciser les différentes étapes de création d'un service, son coût, les compétences requises etc. La preuve était faite que l'autoréhabilitation accompagnée des logements pouvait être développée et qu'une sorte de modèle était à la disposition de ceux qui voudraient s'en emparer.

Voilà ce que les quatre maires des villes concernées ont écrit à M.Borloo alors ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. « Des expérimentations en cours depuis trois ans sur des quartiers difficiles de nos villes démontrent amplement que l'accompagnement de ménages en difficulté dans l'autoréhabilitation de leur logement est un outil efficace pour lutter contre l'exclusion sociale et le mal-logement. On sait trop bien que faute d'impliquer les habitants, qui restent dans un statut d'occupants passifs, les actions de remise en état du bâti et du logement ont souvent des effets de courte durée. A l'opposé, fondée sur une démarche participative, l'autoréhabilitation accompagnée est une démarche d'amélioration du logement qui vise à mettre les ménages occupants au cœur de l'action. Le fait de donner aux habitants qui le souhaitent la possibilité de définir un projet d'amélioration et de réaliser eux-mêmes tout ou partie des travaux a des effets techniques et sociaux très intéressants. Nous avons pu le vérifier, et nous pouvons à présent affirmer qu'aucune autre démarche d'amélioration du logement ou de rénovation de l'habitat urbain ne permet d'obtenir avec des publics souvent difficiles ces résultats techniques et sociaux ».

² Charles Péguy. Œuvres en prose complètes. Tome II, p.850.

Lors d'un colloque à Bordeaux qui a permis aux quatre villes de présenter leurs réalisations, Alain Juppé a déclaré « En associant insertion et habitat, cette démarche répond à mon intime conviction que projet urbain et projet social vont de pair. Et qui sait si dans quelques années, l'autoréhabilitation accompagnée, à laquelle vient de s'associer l'ANAH, ne sera pas un levier supplémentaire de la restauration immobilière ? ».

Les quatre villes ont reçu en 2006 le premier prix de l'innovation sociale locale de l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale. Compte tenu de cette réussite incontestable, on aurait pu espérer que de nombreuses villes créent rapidement des services d'autoréhabilitation accompagnée. Cela n'a pas été le cas et il a fallu poursuivre le travail de lobbying, approfondir l'analyse des obstacles et accompagner par une assistance à maîtrise d'ouvrage les quelques villes qui voulaient créer un service d'autoréhabilitation accompagnée, car la lecture d'un guide pour la création de services, aussi complet soit-il, ne suffit pas.

Ne pas se cantonner aux financements sociaux. Le PADES depuis l'origine avait décidé de chercher à développer l'autoproduction accompagnée en faveur des personnes défavorisées car c'est là que les besoins sont les plus criants. Assez naturellement ce sont les financements sociaux qui ont pu être mobilisés aussi bien pour les jardins familiaux de développement social que pour l'autoréhabilitation accompagnée. Mais c'est une perspective restrictive que de limiter l'autoproduction accompagnée à l'insertion sociale. Une étude a été menée avec un médecin de santé publique pour permettre aux animateurs techniques de l'autoréhabilitation accompagnée d'être attentifs aux difficultés rencontrées par les personnes qu'ils conseillent et pouvoir les orienter en conséquence vers les services susceptibles de les aider. Cette étude a permis de répertorier les risques sanitaires que font courir le mal logement et de justifier par là-même des financements venant du secteur de la santé pour l'autoréhabilitation accompagnée. Une autre étude a été menée avec un architecte, urbaniste, thermicien qui a montré combien l'autoréhabilitation offrait la possibilité de lutter contre la précarité énergétique et d'entraîner des baisses de consommation impressionnantes dans des logements qui sont des passoires à calories. Cela justifie de mobiliser les financements visant les économies d'énergie. De même, le raisonnement du Conseil d'Etat, auquel nous avons fait allusion, justifie amplement que les administrations concernées par le logement comprennent les économies considérables que permettrait une politique dynamique en faveur de l'autoréhabilitation accompagnée. Pour les jardins familiaux de développement social, compte tenu de leur impact positif sur l'équilibre physique et psychologique des jardiniers, ainsi que sur les équilibres alimentaires, les administrations en charge de la santé ou de la nutrition devraient encourager leur extension.

De nouveaux porteurs de projet et de nouveaux opérateurs. Développer l'autoproduction accompagnée suppose de créer de nouveaux métiers. En théorie, les porteurs de projet potentiels ne manquent pas, que ce soit des CCAS (Centres communaux d'action sociale)), des centres sociaux, des régies de quartier, des acteurs de l'insertion par l'activité économique etc. Mais en réalité très peu de ces acteurs sont prêts à innover, à changer leurs pratiques. Des conventions passées au niveau national entre le PADES et certaines fédérations nationales de ces acteurs sont restées lettre morte. De même on aurait pu penser que le premier prix de l'Union Nationale des CCAS délivré en 2006 aux quatre villes qui avaient créé des services d'autoréhabilitation accompagnée aurait suscité des initiatives ; à notre connaissance il n'en a rien été. Dans une grande ville, l'élue aux affaires sociales qui avait compris tout l'intérêt d'un renouveau possible de l'action sociale grâce à l'autoproduction accompagnée souhaitait que quelques centres sociaux expérimentent l'organisation d'ateliers cuisine en direction de

personnes en difficulté. Cette expérimentation aurait permis à ces centres sociaux d'innover, d'être plus efficaces en précisant les méthodes les plus appropriées pour aider les personnes en difficulté à mieux se nourrir. Ce projet dont les financements étaient prévus a avorté. Les centres sociaux concernés ne souhaitaient pas innover, ils ont leurs habitudes, ils travaillent avec les populations qui viennent spontanément participer à leurs activités ; pourquoi se compliquer la vie et aller au devant de personnes qui ne se manifestent pas ?

La difficulté de collaborer avec le secteur caritatif.

Depuis bien des années, le PADES a essayé de collaborer, sans le moindre succès, avec une grande institution du secteur caritatif à partir de ce qui semblait une évidence. C'est-à-dire l'intérêt de prolonger une politique d'assistance aux plus démunis par des encouragements à faire soi-même chaque fois que cela est possible. Deux pistes de travail pouvaient être explorées. La première consistant à répertorier et améliorer, grâce à une réflexion méthodologique, toutes les initiatives qui se rapprochent de l'autoproduction accompagnée et qui existent ici ou là dans cet immense réseau, que ce soit dans le domaine des jardins, des ateliers cuisine, des chantiers d'amélioration du logement. L'autre piste consistant pour ce réseau très reconnu à faire pression sur les décideurs pour mettre à la disposition des personnes démunies les moyens de faire par elles-mêmes notamment des parcelles de jardins, des lieux pour cuisiner etc. Il est impossible à l'heure actuelle de comprendre les échecs répétés dans la recherche d'une collaboration avec cette grande institution caritative, malgré les bons contacts personnels avec certains de ses responsables. Peut-être que la remarque d'un fin connaisseur de cette institution est la bonne : il est très difficile de modifier le cap d'un immense vaisseau. Mais nous ne désespérons pas : pourquoi le capitaine du vaisseau en sondant l'horizon bouché par la misère grandissante ne verrait-il pas un jour une lueur, celle de l'autoproduction accompagnée ?

Les collaborations possibles avec le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique et l'économie solidaire. .

Dans la mesure où l'autoproduction accompagnée favorise l'insertion des autoproducteurs par une activité économique de production, car le « faire soi-même » est source d'autonomie, de plaisir et de fierté, on peut affirmer une très grande proximité avec ce qu'il est convenu d'appeler le secteur de l'IAE (Insertion par l'activité économique) qui rassemble un grand nombre d'acteurs. Mais nombre de ces acteurs sont eux-mêmes prisonniers d'une conception trop restrictive de l'économie ; pour eux, la seule insertion qui vaille est une insertion professionnelle au sens d'un emploi salarié. Bien sûr, il n'est pas question de sous estimer le caractère central aujourd'hui de l'insertion professionnelle, mais nous nous efforçons simplement de persuader des acteurs de l'IAE, qu'ils sont bien placés pour susciter des réalisations dans le domaine de l'autoproduction accompagnée et que ce serait une corde de plus à leur arc. Certains en ont déjà fait l'expérience, par exemple en créant un service d'autoréhabilitation accompagnée, ils ont alors constaté combien cela renforçait leur implantation territoriale. Il y a, de fait, avec le secteur de l'IAE de grandes possibilités de développement de l'autoproduction accompagnée.

Dans la mesure où l'économie solidaire est aujourd'hui mieux reconnue, ne serait-ce que parce que dans les Conseils régionaux, on trouve souvent des délégations à l'économie solidaire, ou encore parce que les chambres régionales à l'économie sociale (CRES) s'appellent souvent maintenant chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS), on peut espérer une meilleure ouverture aux propositions concernant l'autoproduction accompagnée. Mais bien des personnes qui se sont ralliées à l'appellation économie solidaire considèrent cependant que celle-ci mérite attention dans la mesure où elle

crée des emplois. Certains passages du Manifeste paru dans le journal Le Monde du 22 sept. 2006 et signé d'un certain nombre de personnalités sont caractéristiques. Quand il est dit par exemple que « les entreprises solidaires se battent sur le marché, comme les autres... », cela semble exclure les opérateurs de l'autoproduction accompagnée. De même, le Manifeste semble surtout soucieux de montrer la contribution de l'économie solidaire à la création d'emplois. Il met principalement en valeur « l'insertion par l'activité économique qui remet au travail des chômeurs de longue durée ». Cependant, le document élaboré par le Labo de l'Economie sociale et Solidaire et intitulé « Pour une autre économie » (novembre 2010) a intégré dans ses propositions « pour changer de cap » celle qui consiste à soutenir l'autoproduction. Le débat est donc ouvert, les mentalités évoluent, aussi peut-on espérer qu'à terme les grandes institutions de l'économie sociale seront partie prenante pour aider l'autoproduction accompagnée à être reconnue à part entière comme une activité qui doit être soutenue, car elle est un levier de changement « pour une autre économie ».

Des textes officiels qui incitent à développer l'autoproduction accompagnée.

Compte tenu de la situation financière de l'Etat, il est de plus en plus difficile de trouver des administrations centrales prêtes à financer une association qui effectue des travaux de recherche action qui innovent et préparent l'avenir. Cependant, de plus en plus souvent des textes officiels au niveau national encouragent le développement de l'autoproduction accompagnée. On peut notamment citer, indépendamment du texte du Conseil d'Etat dont il a déjà été question, le Conseil Général de l'environnement et du développement durable dans son rapport d'avril 2010 reprend en annexe les propositions du PADES aux collectivités territoriales pour développer l'autoréhabilitation accompagnée. Dans le Pacte de solidarité écologique, les rapporteurs du Commissariat Général du Développement Durable proposent un certain nombre de mesures : l'une s'intitule « Développer les jardins partagés », une autre « Encourager l'auto-amélioration des logements ». Dans le rapport de la mission « Transformation des modes de vie, des comportements et de la consommation remis à Valérie Létard en janvier 2010, dans le sous-chapitre « Renforcer les liens entre producteurs et consommateurs » il est recommandé de promouvoir les jardins familiaux et collectifs dans les quartiers défavorisés et d'encourager un programme ambitieux d'accompagnement à l'autoréhabilitation. L'appel à projet national du Programme National Alimentation du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, prévoit de soutenir le développement de jardins familiaux en zone urbaine. Dans leur appel à propositions de recherche exploratoire sur la Réhabilitation de l'habitat individuel pour réduire la précarité énergétique, le PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture) et l'ADEME évoquent l'autoréhabilitation. Un grand bout de chemin a donc été parcouru depuis l'époque où parler d'autoproduction accompagnée ne paraissait pas sérieux.

Ne pas cantonner l'autoproduction aux publics en difficulté.

Il serait souhaitable de franchir une nouvelle étape. Alors que les promoteurs de l'autoproduction accompagnée ont eu pour première cible les besoins des personnes en difficulté, on peut penser paradoxalement que cet objectif sera d'autant mieux atteint que l'autoproduction concernera d'autres parties de la population. Si l'on prend l'exemple de l'autoréhabilitation accompagnée, pour convaincre les élus et les décideurs d'y consacrer des moyens importants, il ne faut plus se limiter aux personnes défavorisées, sinon ces actions seront toujours considérées comme marginales et de l'ordre du social. Par contre si l'on fait prendre conscience que l'autoréhabilitation accompagnée est un moyen très important d'abaisser la consommation d'énergie dans un nombre considérable de logements, alors cela pourra devenir une des priorités des politiques publiques dont, par ricochet, les actions en faveur des publics défavorisés profiteront. Ce sera un argument supplémentaire pour sortir des

financements sociaux en mobilisant les financements prévus pour abaisser la consommation d'énergie. Mais cela va supposer une coopération nouvelle entre les professionnels du bâtiment et les habitants qui feraient eux-mêmes une partie des travaux. Cela permettrait de démultiplier les interventions très au-delà de ce que pourraient réaliser les seuls salariés du bâtiment pour rénover une grande partie des logements anciens. Pour l'instant, les cadres et salariés du bâtiment n'y sont pas préparés. Aussi est-on entrain d'explorer la possibilité de créer des licences professionnelles en alternance avec au programme : les techniques d'économie d'énergie, les aspects relationnels avec les habitants qui feraient une partie du travail, les conséquences de la participation des habitants sur l'organisation d'un chantier etc. Un enseignement en alternance de ce type permettrait à la fois aux entreprises d'initier les stagiaires au métier, mais aussi de s'initier aux connaissances acquises par ces stagiaires dans les domaines de l'accompagnement à l'autoproduction et des techniques concernant les économies d'énergie. Cela ouvrirait aux entreprises de nouveaux marchés. L'accompagnement des habitants ne sera pas le même pour des populations défavorisées et pour un public plus large, il n'empêche que les savoir-faire acquis par l'autoréhabilitation très sociale, qui ont été répertoriés, devraient servir avec les accommodements nécessaires pour un public plus large.

Crise économique et crise de l'approche économiciste.

Un économiste, même s'il est bienveillant et reconnaît que l'autoproduction permet à des personnes démunies de retrouver confiance en elles-mêmes et de s'apercevoir qu'elles peuvent améliorer leur quotidien, soulignera que ces démarches sont coûteuses, en temps, en compétences et en argent. C'est rester prisonnier d'une idée convenue qui considère le social comme un coût, mais en réalité le bilan économique de l'autoproduction accompagnée est positif. Les dépenses investies dans l'autoproduction accompagnée sont source d'économies dans de multiples domaines comme le prouvent les évaluations qui ont été faites.

L'exemple du logement cité par le Conseil d'Etat n'est qu'un exemple parmi d'autres. En effet ceux qui ont le « privilège » de disposer d'une parcelle de jardins nous disent qu'ils sont mieux dans leurs corps et dans leurs têtes, qu'ils se nourrissent mieux. Il est arrivé plusieurs fois que des psychiatres visitant un jardin familial de développement social se soient étonnés de retrouver un patient, dont ils étaient sans nouvelle, et qui leur disait que, grâce au jardinage, ils étaient mieux dans leurs têtes. Répondre aux besoins de jardiner manifestés par un cinquième des gens qui sont en habitat social, ce serait éviter des coûts, notamment en dépenses de santé.

C'est un changement de regard, un changement de paradigme qui nous permettra de modifier nos modes de production et de consommation, en tenant compte des contraintes écologiques bien sûr, mais aussi des besoins humains les plus élémentaires. L'autoproduction accompagnée a fait ses preuves, elle est un des multiples éléments de reconstruction de notre vivre ensemble, à condition notamment que les économistes veuillent bien considérer que cela suppose de leur part une autre façon de penser et de calculer.

Guy Roustang

Références bibliographiques.

BAUDRILLARD, J. 1968, *Le système des objets*. NRF.

BELLET, M. 1993, *La seconde humanité. De l'impasse majeur de ce que nous appelons l'économie*. DDB.

BONETTI, M. 2007. *Chronique de la dégradation annoncée des opérations de rénovation urbaine liée au déficit de gestion urbaine*. Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. Laboratoire de Sociologie Urbaine Générative.

CLERC, D. 2010, « L'avenir d'une intuition », *Alternatives Economiques*, octobre 2010, p.78/79.

CEREZUELLE, D. 1991. « Politiques locales d'insertion et ressources informelles », in *Le RMI à l'épreuve des faits*, Syros Alternatives.

CEREZUELLE, D. 1990, *Les jardins collectifs, un outil d'insertion*, IRTS Aquitaine.

CEREZUELLE, D., ROUSTANG, G. 2010, *L'autoproduction accompagnée. Un levier de changement*. Toulouse, Ed. Erès.

DEGENNE, A. 1997, La production domestique atténue-t-elle la pauvreté ? *Economie et Statistique*, N°308/309/310, p159 à 187.

DUMONT, L. 1977, *Homo aequalis, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris NRF.

FOUQUET, A. 2001, « Le travail domestique: du travail invisible au "gisement" d'emplois » in *Maculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme*.

GADREY, J. 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*. Paris. Les petits matins /Alternatives Economiques

GASPARD, M. 1988, *Les services contre le chômage*, Paris, Syros Alternatives.

GERSHUNY, J. 1974, « L'économie informelle » *Futuribles*, N° 24, juin 1979, p37 à 49.

GERSHUNY, J. 2000, *Changing times. Work and Leisure in Postindustrial Society*, Oxford University Press.

PASSET, R. 1979, *L'économie et le vivant*, Paris, Payot.

PERRET, B. *Pour une raison écologique*, Paris, Flammarion.

PERRET, B. ROUSTANG, G. 1993, *L'économie contre la société*. Paris, Seuil.

POLANYI, K. 1983, *La grande transformation*, Paris, NRF.

ROUSTANG, G. 2002, *Démocratie : le risque du marché*, Paris Desclée de Brouwer.

Article à paraître en mai 2012 dans *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*.